



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 18 – 29 JANVIER 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**XAVIER NIEL
INVESTIT
DANS LA
BAUXITE EN
GUINEE**

**ATELIER SUR LE E-
COMMERCE EN
AFRIQUE**

**PARTENARIAT
FRUCTUEUX ADB-
AFD AU GHANA**

**PARTENARIAT
CANAL + / SBEE
DANS L'INTERNET
TRES HAUT DEBIT
AU BENIN**

**AFRIQUE DU SUD :
FEU VERT POUR LE
GAZ DE SCHISTE
DANS LE KAROO**

**ANGOLA : LE PAYS
EST DEvenu
EXPORTATEUR DE
BANANES**

**CONSTRUCTION
D'UN NOUVEL
AEROPORT EN
SIERRA LEONE**

**VERS UN TITRE
FONCIER SIMPLIFIE
EN AFRIQUE
FRANCOPHONE**

**NOUVEAUX
ACCORDS
ECONOMIQUES
CHINE-DJIBOUTI**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Signature de cinq accords majeurs entre la CEDEAO et le conglomérat chinois CGCOG

La commission de la CEDEAO vient d'annoncer la signature de cinq MoU avec le conglomérat chinois CGC Overseas Construction Group portant sur les projets majeurs suivants: 1/ la ligne de chemin de fer trans-ouest africain; 2/ la future autoroute reliant Dakar à Lagos; 3/ le développement des infrastructures dans le secteur des télécommunications; 4/ la gestion de l'espace aérien en Afrique de l'Ouest; 5/ la construction du quartier général de la CEDEAO à Abuja. Les représentants de la CEDEAO ont souligné à cette occasion l'importance de la présence industrielle chinoise dans la région. A ce jour, aucune donnée relative au montant des investissements ou à la durée des travaux n'a été rendue publique.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ La BEAC apporte un appui financier de 400 Mds FCFA à la BDEAC pour le financement de projets de développement

Les ressources mises à disposition sont de trois ordres : l'ouverture d'un compte courant d'associés de 240 Mds FCFA décaissable en 3 ans, dans l'optique de renforcer les fonds propres de la BDEAC; le décaissement de 13 Mds FCFA au titre de «la libération anticipée du capital appelé»; et le relèvement du plafond de refinancement des crédits octroyés par la BDEAC à sa clientèle de 50 à 150 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ UEMOA : le mandat du président de la commission de l'Union prorogé pour six mois

L'ancien premier ministre sénégalais Cheikh Hadjibou Soumaré a été reconduit pour six mois à la tête de la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) le 8 janvier dernier. Il est à ce poste depuis 2011. A l'issue de ces six mois, un nouveau président devrait être nommé.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ Vers un titre foncier simplifié en Afrique francophone

L'association du notariat francophone (ANF) reprend sa proposition de « titre sécurisé simplifié », imaginée en 2011, et mène un lobbying intense auprès de l'assemblée parlementaire de la francophonie. Imaginé par le Camerounais Abdoulaye Harissou, ce titre est censé pallier l'absence de cadastre sur la majeure partie des terres du continent, aujourd'hui soit rattachées au domaine de l'État soit régies par un droit coutumier. Une situation qui génère une myriade de difficultés (litiges juridiques, freins à l'investissement, levées d'impôts...). Concrètement, il s'agirait de faire délivrer ce titre par les collectivités locales, à moindre coût et dans de brefs délais, pour en finir avec les procédures actuelles, souvent longues et onéreuses.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CONJONCTURE

▼ Le budget soudanais pour 2016

Le budget soudanais pour 2016, sur la base d'une inflation annuelle inchangée de 13 % et d'une croissance de 6,4% (5,3 % en 2015), est en légère diminution à prix constants et prévoit un déficit de 1,6 % du PNB (contre 1,2 % en 2015). Le taux de collecte fiscale, de 5,5 % du PNB, très inférieur à la moyenne africaine (de 10 à 15 %), augmenterait de 22 % avec une fiscalité inchangée, grâce à une informatisation accrue et une augmentation de la production locale d'or. Les subventions aux carburants, blé et électricité constitueraient 13 % des dépenses, mais elles diminueraient de 19 % par rapport à 2015, principalement du fait de la baisse des prix mondiaux des matières premières.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : forte révision à la baisse de la prévision de croissance 2016

Le FMI, qui vient d'actualiser ses prévisions de croissance pour les grandes économies, a presque divisé par deux la projection de croissance 2016 de l'Afrique du Sud, de 1,3 % (chiffre d'octobre) à 0,7 %, soit la performance la plus faible depuis la récession de 2009, après 1,3 % (estimé) en 2015. Pour 2017, le FMI ne s'attend plus qu'à un modeste rebond de 1,8 % (-0,3 point par rapport à la projection d'octobre), des chiffres qui se traduisent par des pertes nettes d'emplois et une stagnation du revenu par habitant compte tenu d'une croissance démographique de 1,3 %. Dans ce contexte, la présentation du Budget 2016/17 le 24 février sera suivie de près, notamment par les agences de notation.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : forte diminution des réserves de change en 2015

En dépit d'un rebond de 50 M USD enregistré en décembre, les réserves de change ont subi une contraction de 30,2 % sur l'ensemble de l'année 2015, conséquence de la dépréciation du metical de près de 30 % en un an par rapport au USD, et des interventions répétées de la Banque centrale, en particulier au second semestre, pour tenter d'enrayer la trajectoire baissière de la devise et de limiter sa volatilité. Outre les interventions sur le marché des changes, la baisse des réserves a aussi résulté du remboursement à hauteur de 104 M USD, en septembre 2015, de la première échéance des *loan participation notes* émises en septembre 2013 par la société publique EMATUM, avec la garantie de l'Etat.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : stabilisation du rythme de déflation en décembre

En décembre, les prix ont reculé à un rythme identique à celui de novembre, de -2,5 % en g.a, légèrement moins marqué que celui d'octobre de -3,3 %. Bien qu'il s'agisse du plus faible recul des prix depuis le mois de mars, le taux d'inflation s'inscrit ainsi en territoire négatif pour le 14^{ème} mois consécutif. En 2015, le taux d'inflation moyen s'établit ainsi à -2,4 % et le FMI prévoit -1,2 % en 2016. La déflation est entretenue par l'appréciation continue du USD, qui diminue le prix des importations, mais aussi par l'activité toujours très déprimée.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Facilité de crédit de 200 M USD d'Afreximbank au Zimbabwe

Le Gouverneur de la Banque centrale a indiqué que le pays venait d'obtenir une facilité de crédit de 200 M USD de la part de la banque panafricaine d'import-export (Afreximbank) afin de financer les importations de maïs, denrée qui occupe une place centrale dans l'alimentation de la population. Conséquence du phénomène El Nino, la sécheresse affecte fortement la production agricole alors que les besoins restent importants (1,5 M de tonnes de maïs par an), mettant ainsi en situation de stress alimentaire une partie significative de la population estimée à 10 %. Les importations pourraient atteindre jusqu'à 700 000 tonnes de maïs.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque centrale maintient sa politique monétaire inchangée

Le comité de politique monétaire qui s'est tenu les 25 et 26 janvier, a décidé de maintenir : 1) les réserves obligatoires des dépôts bancaires à 20% ; 2) le taux directeur à 11% ; 3) le corridor asymétrique autour du taux directeur de +200 points de base/-700 points de base. Cette décision intervient notamment dans un contexte de pressions accrues sur la monnaie nationale sur le marché parallèle (302 NGN/USD contre 197 au taux officiel) et d'une inflation croissante (+9,6% en décembre). La question du régime de change n'a pas été abordée, la Banque centrale refusant toute dévaluation du Naira et ce malgré les risques pesant sur la conjoncture ; le FMI vient de revoir à la baisse la prévision de croissance du pays (+4,1% pour 2016).

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : point économique et projets de la rentrée 2016

Le Gabon a pris de plein fouet la baisse des matières premières et fait face depuis presque 2 ans au défi de la baisse du cours du pétrole. Le maintien d'un prix du baril à un niveau bas viendrait ainsi amputer encore les recettes budgétaires, obligeant de nouveau l'Etat à une réduction de ses dépenses. L'impact de cette situation budgétaire extrêmement contrainte s'est fait sentir en 2015, avec le constat de retards de paiements. L'activité économique semble en ce début d'année, paradoxalement, ne pas fléchir au regard des grands projets annoncés, financés par les bailleurs de fonds (port minéralier d'Owendo, réhabilitation de la RN1 par exemple) et pouvant jouer un rôle dans le lissage de la crise que connaît ce pays.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : succès de la dernière émission obligataire

La dernière émission de l'Agence UMOA-Titres pour le Togo a été réalisée le 13 janvier 2016. 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) ont été levés, à un taux d'intérêt de 5,1 % pour une maturité d'un an. En 2016, la loi de finances prévoit de lever 150 Mds FCFA sur le marché régional, contre 120 Mds en 2015.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : confirmation de la suspension du programme FMI

Le FMI a confirmé, le 14 janvier 2016, la suspension du programme associé à une facilité élargie de crédit /FEC (avec pour objectif de faire passer les financements de 39 % à 51,9 % de la quote-part, soit de 30 M DTS à 40 M DTS). Au cours de la 6^{ème} revue du FMI, en mars 2015, le gouvernement s'était engagé à améliorer la transparence des données budgétaires, celles relatives aux recettes mais aussi aux dépenses engagées dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU. La détérioration de la situation sécuritaire du Burundi depuis avril 2015 a empêché la conclusion des 7^{ème} et 8^{ème} revues au titre de la FEC, initialement prévues en juillet 2015 (5 M DTS) et janvier 2016 (5 M DTS).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ RCA : appui au redéploiement de l'administration territoriale et à la cohésion sociale

Expertise France lancera prochainement le projet pilote de redéploiement des services déconcentrés, de renforcement de la cohésion sociale et de relèvement précoce en Centrafrique (Projet 3R), financé par le fonds multi-bailleurs de l'Union européenne Bêkou. Doté d'un budget de 3,7 M EUR, ce projet vise à appuyer le redéploiement des autorités locales, le renforcement de la concertation, de la justice et des médias locaux ainsi que la relance socio-économique, dans une approche transversale et participative. Il sera mis en œuvre en lien avec l'opérateur français Canal France International (CFI) et l'ONG Avocats sans frontières (ASF) Belgique.

✉ etienne.liberty@expertisefrance.fr

▼ Angola : le fonds souverain mobilisé sur son volet « responsabilité sociale »

Dans le cadre de son mandat, qui l'oblige à dédier 7,5 % de sa dotation (375 M USD) à des projets à caractère social dans les régions rurales du pays, le fonds souverain angolais (FSDEA) a retenu 10 projets en faveur de la sécurité alimentaire et porteurs d'emplois. Ils privilégient l'accès à l'eau potable et à l'électricité, l'amélioration des services de santé, la promotion de l'éducation et la formation professionnelle. Ils visent les femmes, la jeunesse, les anciens combattants et les entrepreneurs en tant qu'acteurs de la diversification économique. Le FSDEA a été classé parmi les meilleurs fonds souverains dans l'Indice de transparence de Linaburg-Maduell du SWFI, au titre du second semestre 2015.

✉ catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : augmentation des dépenses de sécurité pour les entreprises françaises

Avec les attentats et l'attaque d'installations militaires dans la banlieue de Ouagadougou, l'environnement sécuritaire évolue défavorablement au Burkina Faso, à l'heure où de nombreux grands contrats y sont en phase de réalisation par des entreprises françaises. Cette situation conduit par ailleurs à une forte augmentation du coût de sécurité pour la plupart des opérateurs économiques français et devrait impacter négativement en 2016 leurs résultats d'exploitation.

✉ pascal.carrere@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ghana : niveau élevé de la corruption dans l'environnement des affaires

Une récente enquête de TRACE International révèle que l'environnement des affaires au Ghana est de plus en plus exposé à la corruption, avec un indice à 68 points sur 100, le plaçant à la 144^{ème} place sur 197 pays. L'enquête s'est focalisée sur 4 analyses : la présence de corruption lors des discussions commerciales avec le gouvernement (indice de 70 sur 100), la transparence du gouvernement et de la fonction publique (indice de 71), l'existence et la mise en application de loi anti-corruption, plutôt forte au Ghana (indice de 20) et la capacité d'action de la société civile. Bien que le Ghana ait fait des efforts en termes de législation anti-corruption, le risque demeure donc élevé et nuit à la croissance du secteur privé.

✉ caroline.delassade@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ghana : grogne des syndicats et de la bourse du Ghana...

Après l'introduction de nouvelles taxes, l'augmentation de l'impôt sur le revenu pour les entreprises et la hausse des tarifs des services publics, institutions et syndicats sont massivement descendus dans la rue la semaine passée. Les syndicats demandent que les salaires soient alignés sur les hausses des tarifs publics, tandis que la bourse du Ghana a demandé au gouvernement le rétablissement de l'exonération d'impôts sur les gains en capital, et des 3% de réduction sur l'impôt sur le revenu des sociétés durant les 3 premières années de leur cotation. Suite aux grèves, le gouvernement a accepté notamment de suspendre la taxe de 1% sur les intérêts perçus par les banques et de diminuer de 15 à 7,5% la taxe sur les transactions.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ ... mais le FMI demande au gouvernement de faire fi de ces critiques

Mais tous ces retours en arrière risquent de mettre en péril le budget 2016. Ainsi, le FMI a rappelé au gouvernement la nécessité de maintenir ces réformes, notamment des salaires, dans les limites du budget fixé. En effet, avec une dette publique qui ne cesse d'augmenter, le gouvernement se doit de contrôler et d'effectuer un arbitrage de ses dépenses. Mona Quartey, vice-ministre des Finances, rappelle ainsi la nécessité de maintenir les ajustements fiscaux afin de poursuivre l'agenda de développement du pays. On estime en effet à 6,5 Mds EUR les recettes de ces taxes, qui pourront ainsi pallier la baisse des recettes d'exportations liées à la chute des cours du pétrole, de l'or et la baisse de production de cacao.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : création d'une taxe sur les virements bancaires

Dans une circulaire du 15 janvier, la Banque centrale du Nigéria a décidé que tous les mouvements de fonds – à l'exception de ceux entre 2 comptes appartenant à une même personne/organisation – seront désormais taxés à hauteur de 50 NGN par transaction, au titre d'un droit de timbre. Les montants récoltés devront être quotidiennement transmis sur le compte du gouvernement par les banques, via le compte de trésorerie unique de la poste nigériane. Ces sommes seront comptabilisées comme revenus indépendants dans le budget 2016. D'après la startup civique BudgetIT, le gouvernement a pour objectif de lever 1,5 billions NGN (environ 8 Mds USD) de revenus indépendants cette année, soit deux fois plus que les revenus pétroliers.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : cinq défis à relever en 2016 pour développer le secteur des PME

Le ministère des PME et de l'artisanat planifie la mise en œuvre des actions prioritaires suivantes pour 2016 :

- organisation de la 1ère édition des Assises nationales de l'entreprise congolaise ;
- tenue de la session inaugurale du Conseil national de l'artisanat ;
- lancement de l'Initiative pour la solidarité et l'autonomie de l'artisanat congolais (ISAAC) ;
- début de la mise en œuvre du Projet d'appui au climat des investisseurs et à la gouvernance sectorielle forêt-bois (PACIGOF) ;
- réduction des délais et simplification des procédures auprès du Centre de formalités des entreprises (CFE).

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Sénégal : la BAD accorde un prêt de 80 Mds FCFA pour la réhabilitation d'un axe routier stratégique

La Banque africaine de développement (BAD) et le Sénégal ont signé un contrat de prêt de 80 Mds de FCFA (120,81 M EUR) pour la réhabilitation de la route nationale n°2 dans le nord du pays. D'autres prêteurs viendront financer ce projet dont le coût total doit atteindre 237 Mds de FCFA (361,15 M EUR). Cette infrastructure permettra de connecter le corridor Dakar-Bamako à la route Eurafricaine (Dakar-Nouakchott-Tanger-Madrid), et de désenclaver l'île de Morphil. Le prêt accordé par la BAD s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE), et doit aussi financer la réhabilitation d'infrastructures telles que des écoles, des forages d'alimentation en eau et des centres de santé.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Bénin : signature d'un contrat de partenariat avec Canal + pour le déploiement d'un réseau internet à très haut débit

La société béninoise d'énergie électrique (SBEE) a conclu un contrat de partenariat avec le groupe français Canal +, relatif au déploiement d'un réseau de fibre optique *via* l'utilisation du réseau électrique appartenant à la SBEE. Dans le cadre de ce partenariat, la SBEE percevra une redevance d'utilisation de son réseau électrique. Les services offerts seront proposés aux habitants de Cotonou dans un premier temps, puis à l'ensemble des villes du Bénin. Ce partenariat permettra d'améliorer le taux de pénétration d'Internet dans ce pays alors que seulement 3,5 % des ménages béninois bénéficient actuellement d'un accès à internet.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Ghana : vingt ans de partenariat fructueux entre l'ADB et l'AFD

Le 9 décembre 2015, en présence de François Pujolas, ambassadeur de France au Ghana, l'*Agricultural Development Bank* (ADB) et l'AFD ont célébré la signature de la convention de financement pour la mise en œuvre de la phase V du projet *Rubber Outgrowers Plantations* (ROPP). Cette phase du projet verra la culture de 8 000 hectares de caoutchouc par environ 2 600 petits planteurs, dans plus de 400 communautés situées dans 33 districts différents de trois régions ghanéennes. Ce prêt concessionnel non souverain de 17,7 M EUR à l'ADB devrait permettre aux agriculteurs bénéficiaires, en majorité des femmes, de voir leur revenu augmenter de façon stable, et de lutter ainsi contre le problème de la pauvreté rurale.

✉ dankwadd@afd.fr

▼ Éthiopie : prêt de 76 M USD de la BAfD pour l'amélioration de l'alimentation en eau et assainissement

La Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 76 M USD à la République d'Éthiopie pour un projet d'amélioration de l'accès aux services d'assainissement et d'alimentation en eau. Il ciblera les villes d'Adama, Adwa, Bichena et Gode. Le projet sera axé sur le renforcement des capacités institutionnelles ainsi que sur l'aménagement des infrastructures d'eau et d'assainissement (ouvrages de prise d'eau, latrines, réservoirs, systèmes de traitement et de distribution, etc.). Dans le cadre du 2^{ème} *Growth and Transformation Plan*, le gouvernement entend porter le taux de couverture en eau potable de la population de 58 % en 2015 à 83 % d'ici 2020.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Kenya : lancement du projet routier *Port Reitz-Moi International Airport*, route d'accès au nouveau terminal à conteneur**

Le président Kenyatta a lancé le projet routier *Port Reitz-Moi International Airport* (6,4 km) - pour un coût de 2,7 Mds KES (23,8 M EUR), qui vise à garantir l'accès au second terminal aux conteneurs de Mombasa, Kipevu West, dont la fin des travaux est prévue en août 2016. L'ouvrage sera financé par le gouvernement britannique (via l'organisation TradeMark East Africa) et le plan d'indemnisation par le gouvernement kényan (2,5 Mds KES ou 22,2 M EUR). Le port de Mombasa est le plus grand port d'Afrique de l'Est (25 M t de cargo en 2014) et le principal point d'accès à la mer pour l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la RDC et une partie du Soudan du Sud.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : infrastructures pour accueillir le Sommet de la francophonie**

Une délégation de l'Organisation internationale de la francophonie est en mission à Antananarivo pour évaluer l'avancement des travaux d'infrastructures pour accueillir le Sommet. Plusieurs chantiers ont été lancés, notamment celui du village de la francophonie (297 logements et 4 hôtels de 100 chambres) porté par la société d'Etat SEIMAD, la réhabilitation de l'hôtel 5 étoiles d'Ivato (qui vient de faire l'objet d'un appel à investisseur), la construction de voies rapides par des entreprises chinoises et l'aménagement de l'aéroport international d'Ivato en PPP par le consortium Bouygues/ADP/Colas/Meridiam, dont les premiers travaux sont engagés sur la base d'un prêt relais en attendant le bouclage financier du projet.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : relance du projet d'assainissement de Grand Baie**

Le projet d'assainissement relatif à l'agglomération de Grand Baie (nord de l'île), suspendu en 2013, vient d'être réactivé avec le lancement d'une pré-qualification dont la date limite est fixée au 17 mars 2016. Les travaux, qui devraient permettre de connecter environ 4 000 foyers au tout-à-l'égout avec un réseau de 90 km de canalisations et une vingtaine de petites stations de pompage, doivent faire l'objet d'un financement de l'agence de coopération internationale du Japon (JICA). L'organisme public concerné (*Wastewater Management Authority / MWA*) prévoit de lancer les appels d'offres vers la fin du 2ème trimestre 2016. Le montant du projet, y compris la rénovation de la station d'épuration, serait compris entre 70 et 80 M EUR.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie: création d'un portail d'information numérique à l'attention des PME**

Un vaste portail d'information en ligne à destination des PME financé par le Fonds international pour le développement agricole (IFAD), sera opérationnel en 2016. Mis en place par l'organisation pour le développement des petites industries (SIDO), ce portail fournira aux entreprises des informations sur les profils des PME, les sources de financements, les opportunités présentes sur le marché, ou encore les formations disponibles. Il vise plus particulièrement les PME des zones rurales, dont l'accès à l'information reste limité. La Tanzanie est la seconde destination des financements de l'IFAD en Afrique de l'est après l'Ethiopie, ses liens avec l'IFAD remontent à 1978.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : construction d'un nouvel aéroport**

Le président Koroma a annoncé, lors du sommet de coopération Chine-Afrique, que le nouvel aéroport Mamamah (proche de Freetown) profitera de l'aide financière chinoise annoncée en décembre 2015. Repoussés en raison de l'épidémie Ebola, les travaux devraient s'étaler jusqu'en 2020 pour un coût total de 315 M USD. La *China Export and Import Bank* et *China Railway International Group* (maitre d'œuvre) ont été désignés pour le suivi du projet. Si le ministre des Transports affirme que ce projet contribuera au redressement économique du pays, le représentant de la Banque Mondiale pour le Ghana, le Libéria et la Sierra Leone estime que ce nouvel aéroport ne devrait pas figurer parmi les priorités du gouvernement et plaide pour un report des travaux.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'Etat d'Ondo développe ses infrastructures urbaines**

L'Etat d'Ondo annonce la mise en place d'un programme ambitieux de rénovations urbaines comprenant la réhabilitation des principales routes, la création de nouvelles zones industrielles, ainsi que la fin des travaux de construction d'un nouveau centre de conférence d'une capacité de près de 2500 places et d'une valeur de 46,4 M EUR. Le gouvernement local (PDP), qui n'a toujours pas présenté son budget de fonctionnement pour l'année 2016, espère ainsi attirer un plus grand nombre de touristes et de conférences spécialisées afin de diversifier son activité économique.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'UE a décaissé 45 Mds FCFA courant janvier 2016, pour financer le plan national d'investissement agricole du Cameroun (PNIA)**

Ce prêt de l'UE (dont les conditions ne sont pas connues) ne représente qu'une partie des 131 Mds FCFA qu'elle s'est engagée à apporter, à l'occasion de la conférence de mobilisation des fonds en septembre dernier, pour le financement du PNIA. Pour mémoire, le PNIA s'étend sur la période 2014-2020 et nécessite pour sa mise en œuvre la mobilisation de 3550 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : un prêt de 42 Mds FCFA de la Banque mondiale pour financer le programme de développement participatif (PNDP)**

La 3ème phase du PNDP (programme visant la lutte contre la pauvreté, à travers la réalisation d'infrastructures sociales et communautaires, en impliquant les populations bénéficiaires) verra une nouvelle participation de la Banque mondiale via son guichet concessionnel IDA à hauteur de 42 Mds FCFA, après 125 Mds FCFA apportés pour la 2ème phase. Pour mémoire, ce programme est cofinancé par la KfW, la Banque Mondiale et l'AFD dont le concours total s'élève à 77,7 M EUR (51 Mds FCFA)

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : démarrage officiel des travaux de dépollution et d'aménagement de la baie lagunaire de Cocody (Abidjan)**

Les travaux ont été lancés par le premier ministre ivoirien le 18 janvier. Ils sont réalisés par la société publique marocaine Marchica Med. La première phase de ce projet consiste en la réalisation de remblaiements hydrauliques des berges de la baie et de cavaliers de protection des berges, tout en drainant les eaux usées et fluviales. Elle durera neuf mois, pour un coût de 11 Mds FCFA, financé par le groupe bancaire marocain Attijariwafa Bank, qui compte une filiale en Côte d'Ivoire (Société ivoirienne de banque). Le plan global de du projet prévoit la réalisation d'un viaduc, d'un parc urbain, d'espaces de loisirs, d'infrastructures d'assainissement et d'installations commerciales.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : nouveaux accords économiques entre la Chine et Djibouti**

Les autorités djiboutiennes et chinoises ont signé 4 accords, visant à renforcer leurs relations économiques, portant sur i) la construction d'une zone franche de 48 km² dont une 1ère tranche devrait être opérationnelle d'ici fin 2016, ii) le lancement d'une « nouvelle route de la soie », dont Djibouti sera l'une des étapes/port de transbordement, iii) la création d'une chambre de compensation, iv) un accord cadre permettant aux banques chinoises de s'implanter à Djibouti. Ceci intervient dans un contexte de resserrement des relations sino-djiboutiennes, alors que la Chine a récemment annoncé la construction de sa première base navale à Djibouti (à des fins logistiques).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : financement du projet du parc éolien de Boulanoir**

Le fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) a accordé à la Mauritanie un prêt de 101,7 MEUR pour le développement du projet du Parc Eolien de Boulanoir au Nord du pays. Ce parc aura une capacité de production de 100 MW.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : appui budgétaire de la Banque mondiale**

Le ministre de l'Economie et des finances, Saidou Sidibé, et le représentant résident de la Banque mondiale au Niger, Siaka Bakayoko, ont signé le 20 janvier dernier à Niamey, une convention d'appui budgétaire d'un montant de 80 M USD. Cette aide devrait soutenir les réformes visant à améliorer la gestion des investissements publics au Niger, conformément aux orientations du plan de développement économique et social à moyen terme élaboré par le gouvernement. Pour mémoire, la Banque mondiale gère un portefeuille de 28 projets au Niger, d'une valeur de 1 400 M USD, concentrés sur trois secteurs : finances publiques, irrigation et électricité.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : projet du musée des civilisations noires**

En marge de la visite d'une délégation chinoise conduite par le ministre chinois du Commerce, le musée des civilisations noires, dont les travaux ont été réalisés par la société *Beijing Institute of Architectural Design*, a été livré aux autorités sénégalaises. Ce projet initié en 1974 et dont les travaux de réalisation ont démarré en 2009 sur financement chinois (don), sera inauguré en novembre. Elle a été construite sur près de 14 000 m². Pour mémoire, la Chine a financé ces dernières années la construction de plusieurs édifices au Sénégal, notamment dans les secteurs de la santé, l'éducation et la culture avec le grand théâtre de Dakar. Elle envisage la réalisation d'une grande arène de lutte, sport national au Sénégal.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : financements de la Banque islamique de développement**

Le président togolais a assisté à Jeddah, au siège de la Banque islamique de développement, à la signature de trois conventions de financement pour un montant total de 178 M EUR. La première convention d'un montant de 120 M EUR concerne un projet de construction de la route nationale Adoua-Kara qui reliera cinq régions du pays. La seconde porte sur l'éducation, pour 15 M EUR. La troisième convention concerne le secteur de l'énergie, avec 42 M EUR qui seront consacrés à l'électrification de 43 villages du Nord Togo. Ces nouvelles conventions portent à 293 M EUR le portefeuille des projets de la Banque islamique de développement au Togo.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : hausse de la production de pommes et de poires

La production de pommes devrait progresser de 2 % cette année pour atteindre 865 000 t pour une superficie de 23 150 ha. La filière connaît une croissance régulière soutenue par une demande interne solide (210 000 t) et le développement des exportations favorisées par la faiblesse du Rand qui devraient atteindre 465 000 t, le reste de la production étant transformée. La production de poires devrait elle aussi progresser pour atteindre 410 000 t (+3 %) pour une superficie de 12 400 ha. Les exportations devraient cependant diminuer de 7% pour atteindre 190 000 t, en raison de la saturation du marché mondial et de la croissance de la demande des industries locales de transformation.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : projet de production de viande dans le Cuando Cubango

Le gouvernement angolais, en partenariat avec l'entreprise brésilienne Costa e Negocios, prépare un projet intégré de production de viande qui s'articulera autour d'un nouvel abattoir dans la municipalité de Cuchi et qui rassemblera l'activité de 40 fermes réparties sur plus de 150 000 hectares et disposant chacune de 5 000 têtes de bétail. La viande produite sera destinée à la consommation nationale dans un premier temps, et en particulier pour la province de Luanda, afin de limiter les importations. Estimé à 800 M USD, le projet prévoit la création d'au moins 3 000 emplois ainsi qu'une production annuelle de 20 000 tonnes de viande, faisant du Cuando Cubango le principal fournisseur du pays.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : le pays va bénéficier des crédits du Fonds de partenariat pour le carbone forestier

A l'occasion de la COP21, le gouvernement mozambicain et le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale ont signé une lettre d'intention pour le paiement des réductions vérifiées d'émissions de carbone à hauteur de 50 M USD dans le cadre du programme de gestion intégrée du Zambèze. Ce programme vise à promouvoir une gestion durable des forêts alors que le pays fait face à d'importants problèmes de déforestation. Le programme s'intéressera au développement de la planification et de la gestion forestière durable, à la reforestation, au soutien à l'intensification de la production agricole et au développement des communautés rurales.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : Novagrolider investit 15 M USD dans la transformation laitière

L'entreprise privée angolaise Novagrolider a annoncé le lancement d'un projet d'industrie laitière dans le Kwanza Sul pour une enveloppe globale de 15 M USD. Le complexe agro-industriel sera installé dans la municipalité de Kibala où sont prévus 3500 m² d'entrepôts, 2400 m² de bâtiments d'élevage, 450 m² de salle de traite et enfin 1500 m² pour l'installation des lignes de production de fromage, yaourt et conditionnement de lait. Le programme dévoilé en ce début d'année prévoit une mise en oeuvre sur deux ans avec la création de 1200 emplois directs dont une centaine d'expatriés. L'Angola produirait aujourd'hui seulement 11% de ses besoins en produits laitiers et reste encore largement dépendante des importations.

✉ dorothee.pye@businessfrance.fr

▼ **Angola : le pays est devenu exportateur de bananes**

Sur un territoire deux fois et demi plus vaste que la France, la priorité des autorités locales est d'exploiter les 58 M ha de terres irrigables et, à terme, de redevenir un pays exportateur agricole. Ainsi, la banane pourrait être le nouvel « or vert » du pays. À Caxito, dans la province de Bengo une ferme de plus de 4 600 hectares contribue fortement à la production des 250 000 tonnes produites dans le pays, qui couvrent largement les besoins locaux. Le gouvernement angolais compte désormais exporter ses productions vers l'Afrique sub-saharienne, en commençant par la République démocratique du Congo, et investit à cet effet dans les systèmes de transport et de distribution.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : Israël intéressé à renforcer ses investissements dans le secteur agricole**

L'ambassadeur d'Israël en Angola, Raphael Singer, s'est rendu à Namibe, capitale de la province angolaise du même nom le 20 janvier dernier, pour une journée de travail et a annoncé que son pays souhaitait investir dans les secteurs agricoles et de l'eau afin de contribuer au développement de la province et combattre la sécheresse qui devient endémique. Le pays est déjà très présent dans ces secteurs, notamment au travers du projet « Aldeia Nova » dans la province de Kwanza Sul, géré par le groupe Mitrelli et financé sur ligne de crédit israélienne.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : augmentation du prix de l'eau en sachet, dite « pure water »**

L'association des producteurs d'eau en sachet et en bouteille a indiqué que les prix de l'eau en sachet allaient prochainement augmenter pour atteindre les 30 pesewas, en raison de la hausse des prix de l'électricité (59,2 %) et du pétrole (nouvelle taxe de 27 %). Ainsi, les producteurs sont obligés d'aligner les prix, et appellent le gouvernement à agir sur la hausse continue des produits de base et énergétique dans le pays. Sans réponse de ce dernier, ils seront obligés de hausser les prix jusqu'à 50 pesewas par sachet, soit presque le double du prix actuel. Pour rappel, 4,5 Mds de sachets sont vendus chaque année au Ghana, et cela constitue la principale forme de consommation de l'eau à boire.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : l'huile de palme pourrait devenir une source de revenu importante**

L'association pour le développement de l'huile de palme du Ghana (OPDAG) s'est positionnée afin que le pays passe du statut d'importateur d'huile de palme à exportateur dans les cinq à dix prochaines années. En effet, le Ghana possède les ressources nécessaires, et devrait stimuler la production locale afin de combler les besoins nationaux et exporter, plutôt que d'importer l'essentiel de sa consommation. Le but serait de faire de l'huile de palme le deuxième poste de recettes extérieures après le cacao. Afin de devenir simplement auto-suffisant, le pays devra doubler sa production dans les 10 à 25 prochaines années et attirer les investisseurs nécessaires au développement des plantations.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : le gouvernement donne son feu vert au développement du gaz de schiste dans le Karoo

Le ministre sud-africain des Ressources minérales a fait part de la décision du gouvernement de développer le gaz de schiste dans la région du Karoo, qui constituerait la 5ème plus grande réserve mondiale de gaz. Dans une optique de diversification du panier énergétique du pays et, afin de fournir un accès sécurisé à l'énergie à un prix compétitif, tout en réduisant considérablement son empreinte carbone, le ministère a mis au point un programme de promotion de la méthode d'exploitation du gaz de schiste et de ses avantages, comprenant également un volet information s'agissant de la protection des ressources, de l'environnement et de l'eau liée à cette exploitation.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : assistance chinoise à l'opérateur national d'eau et d'électricité

L'ambassadeur de Chine a signé un accord d'assistance technique de 4 M EUR au bénéfice de la société nationale d'eau et d'électricité (MA-MWE). Cette assistance technique consistera en l'arrivée prochaine de six techniciens chinois (un ingénieur en génie civil, un ingénieur en mécanique, un ingénieur en équipement, deux ingénieurs en électrification et un interprète) pour venir en soutien aux équipes de la MA-MWE. Cette nouvelle aide vient compléter les projets de la Banque mondiale (restructuration de la MA-MWE) et de la Banque africaine de développement (réhabilitation du réseau), au chevet d'une compagnie qui reste confrontée à de multiples problèmes organisationnels, techniques et financiers.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Éthiopie : projet de construction de 105 petits barrages pour développer l'accès rural à l'hydroélectricité

Le ministère de l'Eau, de l'irrigation et de l'électricité souhaite construire 105 petits barrages au cours des 5 prochaines années afin d'améliorer l'accès des populations rurales à l'hydroélectricité. Le projet ciblera plus particulièrement les zones non raccordées au réseau de distribution électrique. Les études de faisabilité pour 5 sites sont terminées et démontrent qu'une capacité de 11 MW pourrait être atteinte. Les autorités recherchent des investissements privés pour financer ce projet. Selon les chiffres présentés dans le 2^{ème} *Growth and Transformation Plan II*, la couverture électrique devrait passer de 60 % en 2015 à 90 % d'ici fin 2020.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : construction d'une centrale électrique de 120 MW

La société Gigawatt-Mozambique vient d'annoncer l'achèvement de la construction d'une centrale électrique alimentée en gaz, située à Ressano Garcia, à la frontière avec l'Afrique du Sud. D'une valeur de 200 M USD, la centrale générera une production initiale de 120 MW à sa mise en service (date non encore annoncée) et couvrira 24 % des besoins énergétiques du sud du pays. L'énergie produite par la centrale sera vendue à la société d'Etat Electricité de Mozambique (EDM), qui se chargera de sa distribution sur le marché local tandis que l'éventualité de la revente de cette électricité au réseau régional de la *Southern African Power Pool* (SAPP) est actuellement étudiée.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **La ministre de l'Environnement a annoncé une révision complète du droit environnemental nigérian**

La ministre de l'Environnement, Amina Mohamed, a annoncé que le gouvernement fédéral allait réviser le droit environnemental nigérian, notamment les règles encadrant le fonctionnement de l'agence nationale chargée de l'application des normes et des réglementations environnementales, ainsi que de l'agence nationale de détection et de réponse aux déversements d'hydrocarbures, afin qu'elles soient mieux adaptées à la situation actuelle du pays.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : la restructuration de la Sonangol est lancée**

L'entreprise pétrolière angolaise Sonangol est en cours de restructuration pour faire face à la crise pétrolière : la femme d'affaires et fille du président angolais, Isabel Dos Santos, dirige cette réforme. Elle s'appuie sur plusieurs cabinets étrangers de conseils et d'avocats. Ce groupe d'acteurs a pour but de développer des modèles organisationnels, d'identifier des opportunités opérationnelles, de quantifier le potentiel d'amélioration de la Sonangol et d'étudier le meilleur modèle organisationnel pour l'industrie pétrolière angolaise. La restructuration de l'entreprise Sonangol avait été annoncée le 15 octobre 2015 par le vice-président Manuel Vicente devant l'Assemblée nationale.

✉ patricia.baptista@businessfrance.fr

▼ **Madagascar : programme hydroélectrique prioritaire**

L'appel d'offre lancé en septembre 2015 pour le site d'environ 250 MW de Sahofika (150 km au sud d'Antananarivo et 70 km à l'est d'Antsirabe), s'est concrétisé le 19 janvier 2016 par la remise de trois offres, par le groupe Eiffage, la société Sinohydro et le consortium WiseGlobal Investissements / CMC di Ravena. Dans le cadre de son plan de développement à moindre coût/PDMC et du programme hydroélectrique prioritaire/PHP, le ministère de l'Energie et des hydrocarbures avait lancé en juin 2015 un appel à manifestation d'intérêt relatif à cinq projets de barrages dont celui de Sahofika. Les remises d'offres pour les sites de Volobe Amont (90 MW) et Antetezambato (180 MW) sont prévues pour le mois de mars.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : record de production du barrage de Cahora Bassa**

Le barrage de Cahora Bassa a généré 16 978 GWh d'énergie en 2015, soit sa meilleure performance depuis 1975. Installée sur le fleuve Zambèze, la centrale a une capacité installée de 2075 MW et fournit ainsi 85 % de l'énergie hydroélectrique consommée dans le pays et exporte aussi une partie de sa production vers l'Afrique du Sud. La performance citée est notamment liée aux investissements faits sur l'infrastructure au cours des dernières années : 132 M USD injectés dans la réhabilitation, le renforcement et la rénovation de certains éléments de l'infrastructure. Actuellement, la consommation d'électricité est tirée par la demande industrielle et par la consommation des ménages, qui progresse de 14 % par an en moyenne.

✉ eric.delabrousse@businessfrance.fr

▼ Nigéria : le secteur minier, sur la voie de la réforme en 2016

Le ministre des Mines vient d'annoncer l'ouverture généralisée, d'ici la fin de l'année, de bureaux dédiés à l'information et aux investissements miniers au sein de chaque banque commerciale opérant au Nigéria. Le président de la *Miners Association of Nigeria* s'est réjoui de cette annonce, et affirme que le manque d'investissements privés et publics pénalisait fortement le développement des projets d'extraction minière. Le gouvernement s'est engagé à soutenir tous les Etats ayant la volonté de développer le secteur minier. Le Nigéria doit cependant se confronter aux conséquences des activités d'exploration et d'exploitation illégales de son sous-sol, qui représenteraient près de 90% des opérations et des sites actuels.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le finlandais Nocart remporte son premier contrat

La société finlandaise, spécialisée dans la génération électrique hybride vient d'annoncer avoir remporté, pour un montant total de 12,9 M EUR, trois contrats en Afrique : deux au Malawi et un au Nigéria. Le contrat nigérian porte sur la livraison d'une installation hybride (solaire et combustion de sciure de bois) d'une capacité de génération d'1 MW à usage privé. Ces contrats représentent une véritable avancée pour la société Nocart, créée en 2010, dont le chiffre d'affaires en 2015 s'élevait à 3,9 M EUR.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : inquiétudes autour des nouveaux tarifs de l'électricité

A l'approche du 1^{er} février 2016, date de la mise en place de la nouvelle grille des prix de l'électricité, la *Manufacturers Association of Nigeria* (MAN) et la CCI de Lagos estiment que la suppression des charges fixes mensuelles ne suffira pas à compenser la hausse de 45 % des prix approuvée par la *Nigerian Electricity Regulatory Commission* (NERC). Ils s'insurgent également contre l'absence d'amélioration notable du réseau électrique national qui oblige bien souvent les PME nigérianes à s'équiper en générateurs individuels. NERC promet de maintenir un dialogue permanent avec les consommateurs finaux, tout en conservant un prix reflétant les coûts réels de génération dont la finalité est d'attirer de nouveaux investisseurs privés.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : 231 M EUR générés par la production de charbon en 2015

L'Ouganda a produit pour 890 Mds UGX (231 M EUR) de charbon en 2015, selon le ministère de l'Énergie. Ce secteur emploie plus de 200 000 personnes. 90 % de la demande d'énergie du pays est satisfaite par le bois, et la moitié du charbon produit est utilisée à Kampala. Compte-tenu des besoins et du taux de déchets lié à la qualité du charbon produit, 44 Mt de bois sont nécessaires chaque année, soit la destruction de 80 000 ha de forêts par jour, selon l'autorité nationale des forêts. Le ministère de l'Énergie souhaite donc restructurer ce secteur et l'orienter vers une production plus durable, tant en termes de gestion de la ressource forestière que d'une transformation du bois en charbon plus respectueuse de l'environnement.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Xavier Niel entre au capital de la mine de bauxite de Boké

NJJ Capital SAS, véhicule d'investissement personnel de Xavier Niel, fondateur du groupe de télécommunications Iliad S.A. et du fournisseur d'accès à internet Free, prend une participation minoritaire dans Alliance minière responsable (AMR), titulaire d'un permis d'exploration de bauxite couvrant 295 km² dans la préfecture de Boké, dans le nord-ouest de la Guinée. Le montant et le niveau de cette prise de participation n'ont pas été rendus publics. Le site minier à Boké détiendrait un potentiel géologique estimé à 400 M de tonnes de bauxite en ressources à une qualité moyenne entre 43 % et 46,6 % d'alumine. AMR a fait savoir qu'il demandera son permis d'exploitation aux autorités guinéennes, au plus tard en septembre 2016.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Industries

▼ Kenya : rachat de blocs d'exploration pétrolière entre Africa Oil et Maersk

Le gouvernement kényan a approuvé l'acquisition par Maersk (Danemark) de la moitié des droits d'exploration d'Africa Oil (Canada) sur trois blocs d'exploration pétrolière au Kenya. La transaction entre les deux compagnies, estimée à 845 M USD et conclue en novembre 2015, porte sur trois blocs d'exploration situés au sud du Lac Turkana (nord du Kenya) et sur deux blocs situés au sud de l'Éthiopie. In fine, Maersk détiendra 25 % des droits d'exploration sur les trois blocs kényans, Africa Oil 25 % tandis que l'opérateur britannique Tullow Oil conservera 50 %. La finalisation de cet accord a été confiée à BNP Paribas et à JP Morgan. Selon Tullow Oil, l'exploitation de brut kényan est prévue à partir de 2022.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : développement d'une nouvelle plateforme logistique

Le gouvernement a signé un accord de concession de 25 ans avec Dubai Port World afin que le groupe développe et opère une plateforme logistique à l'extérieur de Kigali (sur 30 ha), pour un coût estimé à 30 M USD. Fonctionnant comme un port maritime, la Kigali Logistics Platform comprendra des services de dédouanement, des entrepôts, des dépôts pour les camions transportant les conteneurs vers et depuis Mombasa et Dar es Salam. Les temps de déchargement et de transport devraient être réduits significativement grâce à ces infrastructures. L'objectif de la future plateforme logistique est d'améliorer le commerce extérieur et la compétitivité du pays.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ Rwanda : signature d'un contrat de 50 M USD pour la construction et la gestion d'une centrale solaire

Le gouvernement rwandais et la société mauricienne Ignite Power Ltd ont signé un contrat pour la construction et la gestion d'une centrale solaire sur cinq ans, d'un montant de 50 M USD. L'objectif est de fournir de l'électricité à 250 000 ménages ruraux d'ici 2018. Le gouvernement a alloué cette année 164 M EUR pour le développement de la fourniture d'électricité, en développant notamment les solutions *off-grid*.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : ouverture d'une usine de transformation du coton**

La société Soar Spinning and Textile Factory a commencé ses activités dans une petite ville à 150 km au sud-est de Khartoum. Employant 3 000 personnes, elle effectue une transformation complète du coton. Achetant 13 000 tonnes de coton brut par an, soit 60 % de la production soudanaise, elle fabrique des tissus. Ses actionnaires sont le gouvernement du Soudan, celui du Qatar et un turc résidant à Khartoum. Autrefois premier produit d'exportation, le coton est cultivé principalement au sud de Khartoum. Sa production a beaucoup baissé depuis la fin des années 90 : la superficie cultivée en coton est passée de 250 000 hectares dans les années 90 à 25 000 en 2011. En 2014, le Soudan en a exporté l'équivalent de 100 M USD.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan du Sud : fermeture prochaine de l'usine de SABMiller à Juba**

Le brasseur sud-africain, racheté en 2015 par le Belge AB InBev, a annoncé la fermeture de son usine sud-soudanaise pour mars 2016 en raison du manque de devises pour s'approvisionner en matières premières. SABMiller avait investi 50 M USD pour ouvrir une brasserie, Southern Sudan Beverages Ltd, à Juba en 2009. Au-delà de l'impact économique, notamment la suppression des 237 emplois directs, cette fermeture met en exergue les difficultés rencontrées par les particuliers et les entreprises pour disposer des dollars nécessaires au financement de leurs importations, y compris depuis le passage d'un taux de change fixe, de 2,95 SSP pour 1 USD, à un taux flottant, en décembre 2015.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : accélération de l'industrialisation du secteur de la santé**

Le ministre du Commerce et de l'industrie, Rob Davies, a déclaré vouloir apporter plus de soutien et de meilleures incitations aux investissements, à l'occasion de l'inauguration de la modernisation de l'usine pharmaceutique Johnson & Johnson du Cap (investissement de 20,6 M EUR). Le marché pharmaceutique sud-africain est le plus important d'Afrique et compte parmi les marchés les plus avancés au monde. Le secteur génère 35 000 emplois dans le pays. En 2014, l'Afrique du Sud a exporté pour 1,6 Mds ZAR (équivalent de 111 M EUR au taux 2014) de médicaments, dont la moitié à destination des Etats-Unis, de l'Union européenne et l'Australie.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

▼ **Guinée : signature du contrat de construction du barrage hydroélectrique de Souapiti**

Le contrat de construction du barrage hydroélectrique de Souapiti a été signé le 20 janvier entre l'Etat guinéen et la société chinoise CWE. Les travaux devraient durer 58 mois. C'est un investissement de 1,6 Mds USD dont le schéma de financement n'est pas encore arrêté. Eximbank Chine pourrait financer 85 % de ce montant. La supervision des études et des travaux a été confiée au consortium français Coyne et Bellier / Tractebel Engineering pour une enveloppe financière d'environ 30 M USD. Avec la construction de ce barrage de 515 MW, la Guinée exploitera 7 % de son potentiel hydroélectrique et sera en mesure d'exporter l'électricité dans dix pays de la sous-région.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

Services

Comores : un renouveau des initiatives pour développer le tourisme de croisière

Depuis le 11 janvier 2016, une mission de prospection emmenée par la compagnie Fred Olsen Croisiers séjourne aux Comores afin d'étudier les opportunités d'escale aux Comores pour les croisières dans l'Océan Indien. Parallèlement, des représentants de l'office national du tourisme comorien seraient en cours de négociation avec la compagnie Costa Croisière, dans le cadre de la stratégie de développement des croisières dans les îles Vanille. Si de nombreux obstacles se dressent sur le chemin d'un retour des bateaux de croisières aux Comores (plus aucun n'y a accosté depuis 2013), les plus optimistes voient en cette multiplication des contacts des perspectives pour le développement du tourisme.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

Afrique du Sud : la *National Treasury* au secours de *South African Airways*

Le *National Treasury* a annoncé collaborer avec SAA pour assurer que celle-ci dispose de l'argent nécessaire pour satisfaire ses obligations. Parmi les mesures prises, le rapatriement des fonds détenus à l'étranger par SAA, l'exploitation de 2 Mds ZAR de garanties non encore utilisées et l'obtention de nouvelles facilités de crédits à court terme. Le ministre sud-africain des finances a déclaré que SAA « est et restera ouverte aux affaires, l'objectif à long terme étant d'assurer que SAA soit en mesure de fonctionner sans le soutien de l'Etat ». La *National Treasury* examine la demande de SAA, faite en décembre 2015, pour une extension de garantie et a indiqué concentrer ses efforts sur les questions de gouvernance.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

Afrique du Sud : WhatsApp et Skype, bientôt réglementés ?

C'est en tout cas ce que demande Vodacom, MTN ou encore Orange Horizons. Ces services dits de contournement, qui permettent d'envoyer gratuitement des messages ou de téléphoner sans passer par un opérateur téléphonique posent de nombreux problèmes en termes de régulation et de concurrence. En effet, ces applications utilisent les réseaux des opérateurs locaux sans leur payer de redevance et ne sont pas soumis aux taxes locales. Se pose également la question de la sécurité car les opérateurs sont également contraints de donner au gouvernement un accès aux communications, ce qui n'est pas encore le cas pour WhatsApp, Skype... Des discussions seront entamées à la fin de mois de janvier concernant ces problématiques.

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr

Gameloft se lance sur le segment des jeux mobiles au Nigéria

Gameloft, développeur et éditeur de jeux vidéo téléchargeables, poursuit son développement en Afrique, en ouvrant un bureau au Nigéria après celui d'Afrique du Sud en 2012. L'entreprise est également présente en Algérie, en Côte d'Ivoire, en Egypte, au Ghana et au Maroc. Elle cite, dans son communiqué du 21 janvier, le continent comme le plus dynamique en téléphonie mobile, où il a vu son chiffre d'affaire croître de 536 % depuis 2012, pour justifier la création d'une filiale afin de faciliter les échanges avec les partenaires locaux, notamment les opérateurs MTN, Orange, Vodafone, Safaricom, Etisalat... Les NTIC représentent plus de 10 % du PIB de la première puissance économique et démographique d'Afrique.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Congo : la lutte contre la vie chère au centre des priorités du ministère du Commerce et des approvisionnements (MCA) en 2016

Au nombre des actions que le ministère du Commerce et des approvisionnements (MCA) entend réaliser courant 2016, figure entre autres :

- la lutte contre la vie chère et la hausse illicite des prix des denrées alimentaires sur le marché;
- l'approvisionnement du marché national en produits de première nécessité ;
- la construction de deux parcs de logistique avec aires de déchargement et de stockage à Yié (département du Pool) et au village Mayitoukou (sur la route nationale n°1);
- la construction de deux laboratoires techniques de contrôle de qualité à Brazzaville et à Pointe-Noire, ainsi que d'un laboratoire de métrologie légale à Brazzaville.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : trafic passagers en baisse

Les résultats d'exploitation de la société Aéroport de Libreville (ADL) ont été marqués en 2015 par un environnement économique difficile. La société enregistre une baisse du trafic passagers de 2,7 % et une baisse du fret marchandise de -21,5 %. Air France demeure le plus important transporteur de passagers du pays (149 170 en 2015, en baisse de 7,7 %), suivi d'Afric Aviation.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : licence 4G

Les trois premiers opérateurs de téléphonie mobile du pays ont obtenu la nouvelle licence mobile, dénommée « licence globale », qui leur permet désormais d'exploiter dans le pays toutes les technologies du mobile, dont la 4G. Il s'agit d'Orange (leader du marché avec 35 % de part de marché), du sud-africain MTN (33 %) et de l'émirati Moov (13 %). Cette licence coûte 100 Mds FCFA. Selon le ministre ivoirien des TIC, la Côte d'Ivoire devrait passer à la téléphonie 4G avant la fin de ce premier trimestre 2016.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : l'émirati Moov autorisé à déployer un réseau 3G

Par décret adopté le 13 janvier en conseil des ministres, l'opérateur privé Moov (Maroc Télécom) a été autorisé à déployer un réseau 3G au Togo (offre 3G qui n'était jusqu'à présent proposée que par l'opérateur public Togo Telecom). Concernant l'appel d'offres sur la troisième licence de téléphonie qui devait être relancé en 2015, et pour lequel Orange est intéressée, aucune nouvelle annonce n'est à signaler.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : trafic portuaire en forte hausse

Le port de Lomé a enregistré en 2015 une forte augmentation des escales (1 400 navires en 2015 contre 1 119 en 2014, soit + 25 %), et du tonnage global (14 MT contre 9,8 MT en 2014). Cette hausse est principalement due à la forte augmentation du transbordement liée à l'installation de la nouvelle darse LCT au port autonome de Lomé. Le transit vers l'hinterland est pour sa part en forte baisse, avec par exemple une baisse de 27 % du transit vers le Burkina, de 62 % vers le Niger et de 51 % vers le Mali.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Afrique du Sud : Alstom en phase de pré-qualification pour le Gautrain

Bombela Concession Company, opérateur du Gautrain, a publié un appel à proposition (RFP) pour la conception, la fabrication, la fourniture et la maintenance de 12 nouvelles rames de quatre voitures. Sept soumissionnaires (Alstom, Transnet Ingénierie, Chine South Rail, Siemens, l'espagnol DCD Rolling Stock, la société sud-africaine Mizana et Bombardier, le fournisseur actuel) ont répondu à la demande de qualification, qui prendra fin le 7 mars, parmi lesquels trois à quatre soumissionnaires seront sélectionnées en mai avant de déposer leurs offres finales en décembre. Le financement a été obtenu auprès de la Banque de développement de l'Afrique australe sous la forme d'un prêt de 3,5 Mds ZAR (2 Mds USD).

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Eskom saisit la Cour Constitutionnelle pour le contrat de Koeberg

Eskom a annoncé son intention de saisir la Cour Constitutionnelle afin de faire appel de la décision prise par la Cour Suprême d'Appel en décembre dernier, qui avait déclaré illégale l'attribution à Areva en septembre 2014 du contrat de six nouveaux générateurs de vapeur pour la centrale nucléaire de Koeberg, d'une valeur de 4 Mds ZAR. Cette décision faisait suite au recours déposé par Westinghouse Electric Company, concurrent d'Areva. La fabrication des générateurs de vapeur a déjà commencé en septembre en Chine sous l'égide d'Areva, avec un objectif de livraison sur le site de Koeberg avant la fin 2017, pour une installation courant 2018.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : démission du directeur général du fonds d'investissement Transcentury, en difficulté financière

Gachao Kiuna, directeur général de Transcentury, a annoncé sa démission. Elle a été suivie par celle de Joe Karago, membre non-exécutif du conseil d'administration. Gachao Kiuna a été remplacé par Ng'ang'a Njiru, ancien directeur financier du fonds. Le départ du directeur général intervient alors que le fonds doit rembourser un eurobond de 8,1 Mds KES (71,4 M EUR) d'ici fin mars, sans avoir lancé l'augmentation de capital annoncée. Transcentury est, avec Centum, un des principaux fonds d'investissement au Kenya spécialisé dans le financement des projets d'infrastructures (routes, électricité, géothermie). Il a enregistré des pertes de 676,1 M KES (6 M EUR) au premier semestre 2015.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le financement des start-ups, nouvel axe de développement de Centum

Dans le cadre de sa stratégie de développement, visant à multiplier par 6 ses actifs d'ici 2019, l'un des premiers fonds d'investissement kenyan, Centum Investment Company, a décidé d'octroyer 4,52 M EUR aux start-ups kenyanes dans le cadre d'un programme d'accompagnement, piloté par sa fondation Centum Fondation, prévoyant financement (dette et prise de participation) et tutorat des jeunes entrepreneurs. Le fonds d'investissement, historiquement spécialisé dans le financement de projets en capital, dans le secteur agroalimentaire, les services financiers et l'éducation, souhaite se diversifier dans les TIC et la santé.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ **Maurice : le groupe hôtelier LUX poursuit son développement international en se déployant en Turquie**

Après La Réunion, les Maldives, les Emirats Arabes Unis et la Chine, la chaîne hôtelière LUX Island Resorts Ltd (contrôlé par GML, 1^{er} groupe d'affaires mauricien) consolide sa stratégie d'expansion internationale en visant le marché turc. Un contrat relatif à la construction et la gestion d'un complexe immobilier, comprenant un hôtel de 60 chambres et 75 résidences haut-de-gamme, sur la péninsule de Bodrum (une des stations balnéaires les plus populaires de Turquie) vient d'être signé par le groupe mauricien avec le conglomérat turc MYC Partners Ltd. Le futur établissement 5 étoiles, qui sera commercialisé sous l'enseigne LUX Bodrum, devrait ouvrir ses portes en 2017.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le groupe MCB investit en Côte d'Ivoire dans l'agroalimentaire**

La Mauritius Commercial Bank, via sa structure d'investissement MCB Capital Partners, vient de conclure – en partenariat la société de capital-risque britannique Duet Private Equity – l'acquisition de la Société africaine des produits laitiers et dérivés (SAPLED), dont le siège se trouve à Abidjan. Cette entreprise, fondée en 1985, est l'un des principaux acteurs du secteur agroalimentaire (produits laitiers, jus de fruits) en Côte d'Ivoire. Avec cet investissement, le groupe MCB – leader incontesté du secteur bancaire à Maurice – poursuit sa stratégie d'internationalisation vers le continent africain. La MCB est déjà présente en Afrique du Sud, au Kenya, à Madagascar et au Mozambique (en partenariat avec la Société Générale).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : introduction de motocycles électriques par une entreprise chinoise**

L'entreprise chinoise Fekon Motorcycles a lancé la commercialisation de scooters électriques sur le marché local, sous la marque Sinoray. L'engin fonctionne sur la base d'une batterie rechargeable, permettant de parcourir entre 110 et 120 km. L'objectif affiché est d'offrir un moyen de locomotion écologique à un coût abordable, adapté aux trajets courts en milieu urbain. Très utilisés dans une ville congestionnée comme Dar Es Salaam, les immatriculations de véhicules à deux roues ont connu la plus forte hausse (+60 %), après les trois roues «badjaj» (+78 %), entre 2005 et 2010.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Vente de la participation d'AMCOM dans Peugeot Automobile Nigeria**

L'entreprise publique *Asset Management Corporation of Nigeria* (AMCON), créée pour reprendre les créances douteuses des banques pendant la crise financière, prévoit de vendre sa participation dans Peugeot Automobile Nigeria (PAN), une JV avec le constructeur français. AMCON a pris une participation de 79,3 % dans PAN il y a 4 ans, après avoir épongé une partie de sa dette. L'entreprise PAN a été créée en 1972 sous la forme d'une JV entre le gouvernement nigérian et Peugeot, avec une production de 90 000 véhicules par an dans les années 80. Peu après que l'Etat ait cédé sa participation en 2006, l'entreprise a connu une baisse de son activité et a accumulé les créances douteuses. Elle est finalement repassée sous contrôle public en 2012.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ En Afrique de l'Ouest, Orange Côte d'Ivoire se place au centre du jeu

En prenant le contrôle de deux opérateurs, au Burkina et au Liberia, le leader ivoirien fait grimper ses revenus de moitié et devient le deuxième hub régional du groupe français, après Sonatel, au Sénégal. Lors de ses vœux à la presse, le 12 janvier, Stéphane Richard a débuté son intervention en annonçant l'acquisition de Cellcom, deuxième acteur de la téléphonie mobile au Liberia avec environ 1,5 M de clients (part de marché de 45 %). Le montant du deal – non confirmé par Orange – serait d'un peu moins de 100 M EUR. Dans la foulée, Stéphane Richard a aussi dévoilé qu'un accord allait être trouvé avec l'indien Bharti Airtel pour l'achat de deux opérateurs de téléphonie mobile, au Burkina Faso et en Sierra Leone.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Mauritanie : un groupement d'entreprises françaises reçu par le président de la République

Le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, a reçu le 26 janvier 2016 à Nouakchott, une délégation d'entreprises françaises du groupement des entreprises et des professionnels des hydrocarbures et des énergies connexes (GEP-AFTP) conduite par son directeur général, Gérard Momplot. Au cours de la conférence de presse tenue à l'issue de l'entretien présidentiel, Gérard Momplot a annoncé l'intention de son groupement d'apporter sa contribution, dans les prochaines années, au développement énergétique de la Mauritanie, notamment dans le secteur gazier.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Canal+ s'allie à Iroko pour offrir des films africains sur mobile

Canal+ a annoncé la naissance d'un service de vidéo sur mobile destiné aux Africains francophones, en partenariat avec Iroko, distributeur nigérian spécialisé dans les contenus africains en ligne. Le lancement de ce service, disponible uniquement sur les smartphones fonctionnant sous Android, est attendu dans les prochains mois. Le groupe audiovisuel français ne précise pas le prix de cette offre mais promet « un tarif accessible ». Le service permettra de visionner des films, des séries et des émissions en français. Pour Canal+ et Iroko, ce partenariat permettra de viser un marché de plus de 250 M de francophones répartis dans 23 pays dans lesquels l'internet mobile connaît une croissance exponentielle.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CARNET ET AGENDA

▼ **Nigéria : Kano accueillera du 7 au 12 février 2016 le *National Council of Agriculture***

La ville, située dans l'Etat du même nom (Nord), a été choisie par le ministère de l'Agriculture et du développement rural pour accueillir l'annuel *National Council of Agriculture*. A cette occasion, les commissaires aux affaires agricoles des 36 Etats nigériens, les principales institutions du pays ainsi que les acteurs majeurs du secteur agri-agro, se réuniront afin d'échanger sur les principales réformes à mener en 2016. D'après le porte-parole de l'Etat de Kano, les débats devraient s'orienter sur le renforcement du *local content*, la consommation de produits nigériens et les mesures d'aides aux agriculteurs.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Un nouveau PDG pour Shell Gabon**

Osa Igiehon remplace Godson Njoku à la tête de Shell Gabon.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : rencontres d'affaires organisées par Business France en marge de la réunion régionale des CCEF (9-11 novembre 2016)**

Du 9 au 11 novembre 2016, se tiendra à Johannesburg la première réunion régionale Afrique australe qui devrait rassembler une quarantaine de CCEF. Une réunion des ambassadeurs et des chefs de service économique dans la région est également prévue. Business France organisera, à cette occasion, une opération « rencontres d'affaires » avec 25 entreprises qui pourront ensuite choisir de se rendre soit en Angola, soit à Madagascar, soit à Maurice, soit au Mozambique, soit enfin en Zambie. Une opération du même type sera organisée à La Réunion les 1er et 2 septembre 2016 en marge de la réunion des CCEF de l'Océan Indien avec des extensions possibles à Madagascar et Maurice.

✉ jacques.torregrossa@businessfrance.fr

▼ **Atelier sur le e-commerce en Afrique**

A l'initiative de Business France, une vingtaine de sociétés des secteurs de la mode, des cosmétiques, de l'habitat décoration, de l'électroménager et des produits technologiques ont participé le 21 janvier 2016 à Paris, à un atelier d'information sur le e-commerce en Afrique. A cette occasion, le groupe Jumia, présent dans onze pays du continent, a été invité à présenter aux participants les grandes lignes de ses activités et son business model.

✉ sophie.clavelier@businessfrance.fr

▼ **Benin : atelier de renforcement des capacités dans le secteur minier**

La facilité africaine de soutien juridique (ALSF) et le gouvernement béninois organisent un atelier de renforcement des capacités du 18 au 29 janvier 2016 à Dakar. Cet atelier vise à appuyer l'amélioration de la gouvernance dans le secteur minier du pays. Participent à cet atelier des représentants des ministères et des institutions impliquées dans les négociations des contrats miniers. L'ALSF est une institution publique internationale hébergée par le la BAfD. Son objectif est d'accompagner les Etats en leur fournissant des services de conseil juridique. Elle compte actuellement 52 membres, dont 47 Etats et cinq organisations internationales.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : atelier d'information sur les opportunités d'investissement

Business France a organisé le 19 janvier à Paris un atelier d'information sur les opportunités d'investissement en Côte d'Ivoire, en présence de Charles Gomis, l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, Séka Tchéré, conseiller à la présidence de la République et Esmel Emmanuel Essis, directeur général du CEPICI (Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire). Quatre panels thématiques ont été organisés : (i) grands projets des secteurs public et privé, (ii) financements, (iii) marché ivoirien, (iv) commerce et e-commerce. L'événement était également l'occasion de sensibiliser les entreprises sur le Forum d'affaires France Afrique de l'ouest et Afrique centrale, prévu à Abidjan du 27 au 29 avril 2016.

✉ sophie.clavelier@businessfrance.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

